Cahier de doléances du Tiers État de Marly (Moselle)

Pour satisfaire à la lettre du roi en date du 24 janvier 1789 et à l'ordonnance de M. le lieutenant général au bailliage et siège royal de Metz concernant les assemblées générales pour les plaintes, doléances et remontrances que demande Sa Majesté à tous ses sujets de son royaume :

1°. Les défrichements communaux ne peuvent nuire aux communautés ; au contraire ils ne peuvent que soulager les pauvres et leur donner un moyen de nourrir toutes sortes de bétail, et même, ce qui est de plus, ¹ donnent un moyen de subsistance aux pauvres, qui sont en grand nombre, lorsque ces pâquis sont mis en valeur. Il est bien douloureux à de pauvres mercenaires de voir qu'ils se trouvent dans l'indigence, et voir des pâquis qui leur appartiennent ne servir que le sixième de l'année à la pâture des bestiaux, et le reste de l'année ne servent qu'à quelques particuliers à leur aise qui sont en état de faire des nourris. Les pauvres habitants demandent de profiter de l'édit de 1769, comme toutes les communautés voisines en jouissent, mais 5 ou 6 particuliers s'y opposent ; l'affaire est pendante au parlement. Il faut donc que le pauvre peuple soit toujours sous la domination de ces 5 ou 6 particuliers opposants, qui ont défriché tous les pâquis qui leur appartiennent pour en tirer plus de bénéfice. *Les États provinciaux doivent être d'un objet bien intéressant tant pour les habitants de la campagne que pour les propriétaires de la ville, d'autant que les trois états y seront représentés. Les habitants de Marly font les vœux les plus sincères pour la réussite de ce projet, et ils déclarent se réunir à ceux de Messieurs du 15 janvier dernier pour en solliciter bien vivement l'établissement.*²

2°. L'établissement des haras et cavales de choix dans le Pays messin a fait un grand tort aux laboureurs et autres ; ce qui cause la cherté des chevaux pour la raison que les laboureurs n'avaient que de petites juments qui leur donnaient des poulains tous les ans, et que depuis cette époque ³ n'ont pu avoir de poulains ; ce qui cause la ruine d'une grande partie des laboureurs. On en demande la suppression ainsi que des tailles et taillons qu'on paye à ce sujet.

3°. On demande que les prés enclos soient supprimés et rendus en partie à la vaine pâture après les récoltes faites (ce qui donnera lieu de faire des nourris de bestiaux plus considérables de toutes espèces) aux condition suivantes ; qu'il y aura un tiers des prés dans les grandes prairies en réserve pour faire des regains au profit de la communautés, et le reste des ⁴ prés pour les enbannies destinées pour la nourriture des chevaux de trait, et l'autre partie, à la vaine pâture, conformément à l'arrêt du parlement du 18 juin 1785. Ces prés clos étant supprimés feront grand avantage à la pâture commune, donneront lieu au pauvre peuple de faire des nourris et de profiter du bénéfice de l'édit de 1769 pour les aider à sustenter.

4°. Les corvées sur les routes royales : on demande que la prestation en argent soit supprimée, à condition que chaque communauté aura sa part à entretenir, mais que les entrepreneurs et adjudicataires les rendront en bon état à la fin de leurs traités.

5°. Les colombiers sont en grand nombre, dans le Pays-messin, qui ne sont enfermés en aucun temps de l'année.

6°. Les pauvres vigneron et propriétaires sont frustrés par la ville de leurs marcs de raisins dans le Pays-messin ; ce qui leur fait un grand préjudice, parce que, s'ils avaient leurs marcs, ils pourraient les

¹ ils

² En marge :

³ ils

⁴ dits

vendre comme en la province de Lorraine ; cela leur ferait une avance pour payer les deniers royaux et autres impositions.

7°. On demande que les propriétaires, fermiers et cultivateurs non résidant sur les lieux et ceux qui sont de la paroisse payent les impositions dans les lieux comme les propriétaires du lieu.

8°. On demande que les décimateurs soient obligés à l'entretien des églises ainsi qu'aux maisons curiales, qui sont à la charge des communautés ; ce qui cause une ruine à beaucoup de pauvres communautés.

9°. Le sel est trop cher, et l'étranger emporte la fleur à vil prix ; le rebut nous est livré à petite mesure au triple du prix de l'étranger ; ce qui ronge les forêts et fait la cherté du bois.

10°. Pour subvenir aux besoins de l'État, il serait suffisant, pourvu. que les ecclésiastiques de tous les ordres, les seigneurs, gentilshommes et autres, de quelque qualité qu'ils soient, soient attenues aux impôts qui seront établis, pour le juste produit de leurs biens et revenus. Il en résulterait une diminution pour les malheureux des campagnes sur les taille, capitation et autres impositions, qui ont été par progression considérablement augmentées ;

Fait et arrêté par nous habitants et communauté de Marly, assemblés à cet effet à la manière accoutumée.

Fait au dit Marly le 8 mars 1789, après lecture faite à haute voix.